

**ASSEMBLÉE DE PROVINCE****SECRETARIAT GENERAL****N° 40-2025/APS****AMPLIATIONS**

Commissaire déléguée	1
Gouvernement	1
Congrès	1
Trésorier	1
Directions	11
JONC	1
Archive NC	1
IGPS	1

DÉLIBÉRATION**portant décision modificative n° 2, budget supplémentaire de la province Sud pour l'exercice 2025****L'ASSEMBLÉE DE LA PROVINCE SUD**

Délibérant conformément à la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret modifié du 2 septembre 1996 portant établissement de la liste des pièces justificatives des paiements des communes, des provinces, du territoire et des établissements publics locaux de Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2014-1242 du 24 octobre 2014 relatif à la simplification et sécurisation des dispositions budgétaires et comptables de la Nouvelle-Calédonie et des provinces de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2014-1243 du 24 octobre 2014 portant application des articles 84-4 et 183-4 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté modifié du 22 avril 2011 relatif à l'expérimentation par la collectivité de Nouvelle-Calédonie, les provinces et leurs établissements publics administratifs de l'instruction budgétaire et comptable M52 applicable aux départements et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu le décret n° 2012-829 du 27 juin 2012 relatif aux dispositions applicables aux régies de recettes, aux régies d'avances et aux régies de recettes et d'avances des collectivités publiques de la Nouvelle-Calédonie et de leurs établissements publics ;

Vu la délibération n° 11-2011 du 26 mai 2011 relative à la mise en place de l'instruction comptable M52 ;

Vu l'arrêté NOR/INT/B0100692A du 26 octobre 2001 relatif à l'imputation des dépenses du secteur public local pris en application des articles L 2122-21, L3221-2 et L4231-2 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération modifiée n° 146 du 27 décembre 1990 portant création de centimes additionnels à des impôts locaux au profit des provinces ;

Vu la délibération modifiée n° 01-89/APS du 19 juillet 1989 portant règlement intérieur de l'Assemblée de la province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 126-1990/APS du 28 décembre 1990 fixant le montant des centimes additionnels aux impôts locaux perçus au profit de la province ;

Vu la délibération n° 60-2019/APS du 24 octobre 2019 fixant les redevances d'occupation des domaines public et privé de la province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 85-2008/APS du 22 décembre 2008 fixant le régime indemnitaire applicable au sein des directions et services de la province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 37-2019/APS du 20 juin 2019 approuvant le règlement budgétaire et financier ;

Vu la délibération modifiée n° 01-89/APS du 19 juillet 1989 portant règlement intérieur de l'assemblée de la province Sud ;

Vu la délibération modifiée n° 70-2024/APS du 12 décembre 2024 relative au budget primitif de la province Sud pour l'exercice 2025 ;

Vu la délibération n° 6-2025/APS du 27 mars 2025 relative à la reprise anticipée et à l'affectation du résultat de l'exercice 2024 au budget 2025 ;

Vu la délibération n° 38-2025/APS du 19 juin 2025 relative à l'approbation du compte administratif et du compte de gestion de l'exercice 2024 ;

Vu la délibération n° 39-2025/APS du 19 juin 2025 portant affectation du résultat 2024 ;

Vu l'avis de la commission du budget, des finances et du patrimoine réunie le 5 juin 2025 ;

Vu le rapport n° 91420-2025/1-ACTS/DFI du 5 mai 2025 ;

A ADOPTÉ EN SA SÉANCE PUBLIQUE DU 19 JUIN 2025, LES DISPOSITIONS DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : La décision modificative n° 2 du budget de la province Sud, votée en recettes et dépenses par chapitre selon les tableaux joints, est arrêtée pour l'exercice 2025 à la somme de QUATRE MILLIARDS DEUX CENT VINGT QUATRE MILLIONS NEUF CENT TRENTE QUATRE MILLE TROIS CENT TROIS (4 224 934 303) FRANCS CFP dont :

- 2 920 155 538 F.CFP en section d'investissement,
- 1 304 778 765 F.CFP en section de fonctionnement.

Le budget de la province Sud est arrêté pour l'exercice 2025 à la somme de SOIXANTE DOUZE MILLIARDS HUIT CENT SOIXANTE CINQ MILLIONS QUATRE CENT VINGT QUATRE MILLE NEUF CENT SOIXANTE ET UN (72 865 424 961) FRANCS CFP dont :

- 20 960 037 897 F.CFP en section d'investissement,
- 51 905 387 064 F.CFP en section de fonctionnement.

ARTICLE 2 : Sont adoptés les ouvertures, ajustements et clôtures d'autorisations de programme et d'engagement mentionnés dans les tableaux joints en annexe.

ARTICLE 3 : Dans le cadre du soutien, de la valorisation et de la pérennisation de leurs activités en province Sud, est autorisée le versement d'une aide financière ponctuelle et forfaitaire de VINGT MILLE (20 000) FRANCS CFP en faveur des professionnels infirmiers du territoire de la province Sud dans la limite des crédits inscrits.

Le Bureau de l'assemblée de la province Sud est habilité à définir le champ d'attribution de cette aide ponctuelle, à fixer les modalités de mise en œuvre et de versement de cette aide.

La présidente de l'assemblée de province Sud est habilitée à signer tout acte entrant dans le cadre de cette opération.

ARTICLE 4 : Est autorisée le versement d'une avance en compte-courant d'associés à la SAEM SUD HABITAT pour un montant maximal de SIX CENT QUARANTE MILLIONS (640 000 000) DE FRANCS CFP ainsi que sa transformation éventuelle en prise de participation au capital.

Le Bureau de l'assemblée de la province Sud est habilité à fixer les modalités de versement et de remboursement de cette avance en compte-courant.

La présidente de l'assemblée de province Sud est habilitée à signer tout acte entrant dans le cadre de ces opérations.

ARTICLE 5 : Dans le cadre du soutien à la sécurisation et à la prévention de la délinquance est autorisé le versement aux communes d'une aide forfaitaire de QUATRE CENT MILLE (400 000) FRANCS CFP pour l'achat d'un drone permettant à la police municipale d'effectuer de la surveillance par voie aérienne, notamment les implantations illicites sur le domaine public et le domaine privé des collectivités, et dans la limite de trois appareils par collectivité. Est déduit de cette aide tout autre soutien financier dont la commune aurait bénéficié par ailleurs à cette fin.

ARTICLE 6 : Par dérogation à la délibération n° 60-2019/APS du 24 octobre 2019 fixant les redevances d'occupation des domaines public et privé de la province Sud, sont accordées des remises gracieuses des redevances d'autorisations d'occupation temporaire (AOT) du domaine public maritime (DPM), dues pour l'année 2024 au Mont-Dore Sud (commune du Mont-Dore – après le pont de la Coulée en venant de Nouméa) et à Yaté comme suit :

- pour les AOT à titre d'agrément : 50 % du montant annuel ;
- pour les AOT à titre économique lorsqu'elles relèvent d'une activité touristique :
 - pour la part fixe : 50 % du montant annuel ;
 - pour la part variable, correspondant à 1% du chiffre d'affaire de l'année 2023 (n-1) : 100 % de remise gracieuse.

ARTICLE 7 : En application des dispositions de la délibération modifiée n° 37-2019/APS susvisée, les virements de chapitre à chapitre sont joints en annexe à la présente délibération.

ARTICLE 8 : La présente délibération sera transmise à Mme la commissaire déléguée de la République et publiée au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

